

# Drouot tourne la page des « cols rouges »

Après le scandale des vols d'objets d'art, les « Savoyards » n'exercent plus dans la salle des ventes. Une révolution dans la vénérable maison.

ANGÉLIQUE NÉGRONI ET BÉATRICE DE ROCHEBOUËT

**MARCHÉ DE L'ART** L'ambiance chauffe à l'hôtel Drouot à quelques jours de sa réouverture au public, mardi, après une pause estivale. C'est un nouveau Drouot qui va accueillir les ventes, sans les « cols rouges », après la mise en examen en tant que personne morale en juillet de leur structure, l'Union des commissaires de l'hôtel des ventes (UCHV). Un

rebondissement judiciaire qui fait suite à l'enquête portant sur des vols présumés. Il marque la fin d'un règne pour ces « Savoyards » qui assuraient depuis Napoléon III le transport et la manutention dans le célèbre établissement parisien.

Interdite de travailler pour les salles des ventes par la justice, l'UCHV a bien tenté de contourner la décision en réapparaissant sous une autre appellation. Le conseil d'administration de Drouot Holding, qui avait lancé un nouvel appel d'offres au lendemain du scandale, n'a pas retenu sa candidature. « Cela aurait été très mal perçu », fait remarquer M<sup>e</sup> Hervé Chayette, président du Syndicat national des maisons de ventes volontaires (Synev).

## Mécanique bien huilée

C'est l'entreprise Chenue (lire ci-contre) qui, à l'unanimité, a emporté la mise pour la manutention. « Je me félicite de ce choix », déclare M<sup>e</sup> Georges Delettrez, président de Drouot SA. D'autres sociétés vont être agréées dans le courant de l'automne pour la partie transport qui est à la charge des études.

Face au choix de ce nouveau prestataire, l'inquiétude monte au sein de la profession. En perdant l'UCHV, ce pilier vieux de plus d'un siècle, Drouot risque-t-il de vaciller ? Difficile de succéder aux « cols rouges » qui, malgré de

L'entreprise Chenue a été choisie sur appel d'offres pour assurer la manutention des œuvres d'art à Drouot. CHATIN/EXPANSION-REA



possibles dérapages, faisaient l'unanimité pour leur disponibilité sans limite, leur connaissance des objets, leur précieux savoir-faire pour démonter et remonter les meubles en un temps record. Tout fonctionnait selon une mécanique parfaitement huilée.

## Les « cols rouges » s'occupaient depuis Napoléon III du transport et de la manutention des œuvres d'art

Chenue sera très stricte sur le respect du droit du travail. Un changement complet d'habitudes qui tourmente les utilisateurs de Drouot. En témoignent deux récentes réunions houleuses, organisées l'une pour les commissaires-priseurs, l'autre pour les personnels

des sociétés de ventes. Les questions se sont accumulées. « Comment fonctionner avec seulement une trentaine d'employés de Chenue par jour alors que les « cols rouges », travailleurs indépendants, étaient 70 avant l'être pour la manutention et le transport ? », s'interroge le bras droit d'un commissaire-priseur. « S'il faut recourir à des intérimaires sous-payés à 8,60 euros de l'heure, le travail sera bâclé. C'est nous qui finirons par planter les clous. »

D'autres s'inquiètent de travailler avec des équipes inexpérimentées et d'avoir à payer des heures supplémentaires. « Commencer à 8 heures et finir à 21 heures pour respecter les 35 heures est impensable. Souvent, il faut boucler à minuit... », insiste un autre pilier de Drouot.

Réaction du directeur général de Chenue, Julien Da Costa Noble : « Je devais commencer en janvier. À la demande de

Drouot, j'ai accepté d'être à l'œuvre main. Il va falloir se servir les coudes

## Enquête judiciaire

L'enquête judiciaire, quant à elle, n'est pas terminée. À ce jour, neuf « cols rouges » soupçonnés d'avoir dérobé des biens vendus ensuite à Drouot. Avec la réouverture de l'UCHV, l'enquête pourrait révéler un système plus complexe. D'autres employés pourraient être impliqués ainsi que des commissaires-priseurs dont un seul est, à ce jour, en cause. En charge des investigations, l'Office central de lutte contre le trafic de biens culturels continue de vérifier à un les 110 containers de Savoyard treposés à Bagnolet en vue de découvrir des objets volés. « On s'efforce de retrouver la trace des propriétaires », indique une source proche du dossier. Identifiés et informés, certains sont déjà décidés à déposer plainte

## Les nouvelles missions de l'entreprise Chenue

CHENUÉ a accompagné la grande histoire. Ses employés emballaient la layette de Marie-Antoinette. Les voilà en charge de la manutention des objets d'art à Drouot. Une décision prise « à l'unanimité » par le conseil d'administration de Drouot Holding lundi dernier, sept jours à peine avant la réouverture de l'hôtel des ventes. C'est donc le branle-bas de combat pour cette entreprise qui compte 140 employés opérant en France et à l'étranger, pour les musées et les galeries. En charge de prestations relatives à la logistique de l'art, de l'emballage jusqu'à l'accrochage, la société existe depuis 1760. Elle est rattachée au groupe Horus Finance depuis 1995. Désignée déjà comme « la Rolls » du secteur par le président de Drouot SA, Georges Delettrez, Chenue doit faire ses preuves. « C'est une reconnaissance de notre savoir-faire, estime son directeur, Julien Da Costa Noble, même si le pari est difficile. On attend de l'indulgence... »

Dés lundi, Chenue devra être opérationnelle pour faire les dix entrées en salles des ventes de mercredi. Certains présentent un démarrage compliqué. Auront-ils tout le matériel dont disposaient les « cols rouges » ? Leur uniforme. « Un habit qui les identifiera et rappellera le rouge de Drouot », n'est pas encore confectionné. Dans l'urgence, les « Chenue Boys » démarrent en polo bleu...

A. N. ET B. D. R.

## Un rapport tire les leçons de la crise

UN RAPPORT accablant sur Drouot que Le Figaro a consulté a été remis à la ministre de la Justice qui l'avait commandé. Membres du Conseil d'État, de la Cour des comptes et de l'Inspection générale des affaires culturelles, les auteurs passent en revue le fonctionnement du prestigieux établissement parisien. Le 7 octobre prochain, Michèle Alliot-Marie fera savoir ce qu'elle attend de la profession pour redresser la situation.

### Moderniser des lieux « vieillissants »

Créé en 1852, Drouot est devenu, selon les auteurs du rapport, un « outil vieillissant » enfermé dans un « bâti-

ment frappé d'obsolescence ». La description est sévère : « Les lieux ont mal vieilli. La décoration est rudimentaire. Le hall est occupé par un étroit escalator central. Le tout manque d'attrait ». Drouot, qui souffre d'une « absence de vision stratégique », doit bénéficier « d'une véritable stratégie d'accueil ».

### Sécuriser le bâtiment

Tout en relevant « qu'une première tranche des travaux a débuté cet été pour un budget de 11 millions d'euros », les signataires du document sont formels : « La sécurité du bâtiment n'est plus entièrement assurée (...) Le préfet de police serait dans son rôle en demandant à la commission de sécurité de pousser plus loin ses investigations et en tirant toutes les conséquences. »

### Faire cesser des méthodes de travail « dépassées »

« Les pratiques sont peu normées », constate le rapport en indiquant notamment que « les ventes n'obéissent pas à un cahier des charges détaillé ». Pour les auteurs, « il faut obtenir un assainissement des pratiques professionnelles. » Ils estiment par ailleurs que « l'Inspection du travail pourrait utilement se voir confier une mission d'enquête sur les

conditions concrètes de travail des salariés qui interviennent à Drouot ».

### Renforcer les contrôles sur les ventes

Les responsables de Drouot doivent tirer les leçons du scandale des vols présumés. Le rapport signale qu'« il faut sécuriser le circuit des ventes aux enchères, renforcer les moyens du Conseil des ventes volontaires (CVV) », l'autorité de contrôle aux pouvoirs limités. Lors des inventaires, les auteurs suggèrent « le recours au code-barres ».

### Muscler l'assise financière de Drouot

Le rapport rappelle que « le capital du holding est composé de 647 221 actions réparties entre 115 actionnaires. (...) Les droits de vote sont plafonnés à 5 %. Aucune majorité ne peut se dégager facilement ». Pour les auteurs, « les statuts doivent évoluer pour l'entrée au capital d'entreprises, de banques. Rien ne sera possible tant que la structure du capital de Drouot demeurera émiétée et verrouillée ». Toutefois, le document fait valoir que Drouot a su résister à la crise : « Le montant des ventes de meubles a progressé de 9,6 % par rapport à 2008. » ■

A. N. ET B. D. R.

## EN BREF

### Un jeune Français arrêté dans une zone tribale du Pakistan

Un jeune Français détenant aussi un passeport marocain arrêté hier dans une zone tribale du Pakistan par les services de sécurité qui tentaient de savoir s'il était touriste ou s'il le prétend, « djihadiste » ou trafiquant de drogue.

### La Cour de cassation va examiner la conformité de la garde à vue à la loi

Saisie de trois pourvois sur la question, la haute juridiction civile examinera le 7 octobre la conformité de la garde à vue française à la Convention européenne des droits de l'homme (CE)

### Marseille: des braqueurs de bijouterie interpellés en flagrant délit

Quatre hommes ont été interpellés, jeudi soir à Marseille, lors de leur survol d'une bijouterie qui venait de braquer et placer en garde à

# ARTCURIAL

BRIEST - POULAIN - F. TAJAN

VENTES EN PRÉPARATION DÉCEMBRE 2010

CONNAISSEZ-VOUS LA VALEUR DE VOS BIJOUX ET DE VOS MONTRES ?...

BAGUE  
SERTIE D'UN DIAMANT PESANT 7,02 CTS  
VENDUE 123 800 €

ROLEX  
COMEX SUBMARINER  
VENDUE 31 300 €

DIXIÈME ÉDITION

## Montpellier : un défilé de jeunes filles en petite tenue crée la polémique

La maire de la ville a remercié son chef de cabinet qui avait autorisé l'événement.

CLAUDE BELMONT  
MONTPELLIER

**DÉMISSION** Alors que Georges Frèche, président de l'agglomération de Montpellier, dévoile les bronzes des cinq grands hommes du XX<sup>e</sup> siècle (De Gaulle, Jaurès, Churchill, Roosevelt, Lénine), la mairie de sa rivale socialiste Hélène

photos de ces jeunes filles en petite tenue avaient été exposées sur les sites Facebook du proche collaborateur de la maire et de son frère Michel Khoury, responsable de MCK Event, société de communication et d'événementiel.

### « C'est une cabale »

Après avoir ouvert une enquête admi-

